ASSEMBLÉE NATIONALE

15 juin 2009

DÉVELOPPEMENT ET MODERNISATION DES SERVICES TOURISTIQUES - (n° 1722)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 125

présenté par

Mme Fourneyron, M. Nayrou, M. Michel Ménard, M. Pérat, Mme Le Loch,
Mme Got, M. Brottes, M. Pupponi, M. Cuvillier, M. Juanico, M. Gaubert
et les membres du groupe Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

ARTICLE 13 TER

Compléter l'alinéa 2 par la phrase suivante :

« sous réserve d'avoir mené et publié une étude préalable à la déclaration d'utilité publique, à disposition du public, sur l'impact budgétaire à long terme de leur engagement ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les coûts que représentent la participation financière d'une collectivité territoriale à un projet d'équipement de grande envergure doivent faire l'objet d'une transparence totale vis à vis des contribuables qui doivent être informés de l'impact budgétaire des investissements consentis.

Les conséquences financières de cette disposition ne sont malheureusement pas neutres pour les collectivités locales, car les travaux d'accès vont nécessiter selon les cas, un investissement d'argent public considérable qui ne sera plus disponible pour d'autres opérations destinées à la pratique du sport de masse.

Il convient donc que, pour chaque cas de construction d'équipements sportifs de grande capacité, les élus et la population puissent avoir une évaluation la plus juste possible du montant et de la durée de l'effort budgétaire que nécessiteront de tels investissements pour les collectivités locales avant de s'engager dans ces projets.